

## RAPPORT DU PRÉSIDENT NATIONAL MARS 2017 – JUIN 2017

Conscœurs, confrères et amis,

Depuis notre réunion de mars, j'ai assisté à huit congrès de divisions provinciales, dont mon premier au Québec, ainsi qu'à plusieurs rencontres sectorielles et locales d'un bout à l'autre du pays.

Je suis toujours encouragé par l'enthousiasme et le dévouement de nos membres lorsqu'ils participent à ces congrès de division et conférences sectorielles. Ce fut un honneur pour moi d'entendre les débats sur des enjeux nationaux comme les lois antisyndicales, la privatisation, les concessions, la précarité et la lutte pour l'équité, l'égalité et la diversité.

Merci à nos leaders provinciaux et locaux, à notre personnel et à tous nos membres pour la passion et l'engagement dont ils ont fait preuve, à chacune de ces rencontres, à l'endroit du SCFP et de nos objectifs.

### **Conférence « Bâtir des sections locales fortes »**

Des délégués de tout le pays se sont rassemblés à Halifax en avril pour participer à une conférence nationale sur la force première de notre syndicat – les sections locales.

Dans les ateliers, les membres des sections locales ont partagé de nouvelles idées et des pratiques efficaces pour la gouvernance, l'engagement des membres, les négociations, le leadership et la coopération dans nos communautés.

Nous avons aussi présenté les résultats de notre sondage national sur le leadership, reçu des membres du Syndicat des typographes de Halifax, en grève depuis 15 mois à l'époque, qui nous ont entretenu de l'importance de l'engagement des membres dans la résistance aux concessions à grande échelle, et entendu l'ex-députée Megan Leslie parler avec conviction des nombreux aspects du leadership et des moyens d'action susceptibles d'apporter du changement.

**MARK HANCOCK**

National President/Président national

**CHARLES FLEURY**

National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorier national

**DENIS BOLDOC, FRED HAHN, DANIEL LÉGÈRE, KELLY MOIST, MARLE ROBERTS**

General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

## **Assemblée générale du Congrès du travail du Canada**

Des centaines de membres du SCFP ont participé à la 28<sup>e</sup> assemblée générale du CTC tenue à Toronto en mai. Le thème du congrès était « Ensemble pour un #AvenirJuste ». Les délégués ont adopté quatre énoncés de politique thématiques sur le travail, l'équité, la syndicalisation et l'environnement.

J'ai aussi eu l'honneur d'assister à une réception à la mémoire du confrère Bob White avant l'assemblée.

Nous souhaitons une longue et heureuse retraite à la consœur Barb Byers et nous félicitons les nouveaux dirigeants élus.

## **Fédération canadienne des municipalités**

Encore une fois cette année, le SCFP a participé à la conférence annuelle de la Fédération canadienne des municipalités. En plus d'être présents au salon commercial, où nous avons eu des conversations avec des centaines d'élus municipaux de tout le pays, nous avons animé un court atelier sur le financement de l'infrastructure et offert une réception pour les délégués à la conférence.

Comme toujours, l'événement nous a fourni une excellente occasion de mettre en lumière l'importance du travail que font nos membres dans les villes, villages et districts du pays, ainsi que de discuter de nos préoccupations sur l'insuffisance du financement et les risques associés à la privatisation et aux partenariats public-privé.

J'ai aussi été heureux de parler avec un grand nombre de membres et d'employés du SCFP, actifs et à la retraite, qui sont au service de leur collectivité comme élus.

## **Les lois fédérales**

Les sénateurs conservateurs ont déjoué le gouvernement libéral en avril et ont réussi à amender le **projet de loi C-4** (qui abroge les lois antisyndicales C-377 et C-525 du gouvernement Harper) pour ensuite le renvoyer à la Chambre des communes. La Chambre a ramené la loi à sa forme originale et l'a renvoyée au Sénat. Après des semaines de délais additionnels, la loi a été adoptée. Il a été plus que frustrant de suivre la pénible progression de ce projet de loi, présenté en janvier 2016.

Le **projet de loi C-27**, une loi à la Harper qui s'en prend aux régimes de retraite à prestations déterminées, est toujours au Feuilleton mais il n'a pas encore été soumis au débat. On a convaincu le ministre des Finances plus tôt cette année de consulter les syndicats avant de décider d'aller de l'avant. Le SCFP, de concert avec d'autres syndicats, a plaidé en faveur du retrait de la loi.

De façon tout à fait hypocrite, le gouvernement a présenté une loi budgétaire omnibus, **C-44**, encore à la manière Harper. Une partie du projet de loi inclut la *Loi sur la Banque de l'infrastructure du Canada*, qui créerait une entité de 35 milliards de dollars responsable d'étudier et d'organiser de grands projets en partenariat avec d'importantes institutions privées – le *nec plus ultra* des PPP. L'opposition a bien tenté d'isoler cette partie de la loi pour l'étudier en profondeur, mais les libéraux ont fait adopter le projet de loi de plus de 300 pages en vitesse par la Chambre sans l'étude approfondie qu'il méritait. Nous nous efforçons de convaincre le Sénat de permettre une étude plus minutieuse du projet de loi.

Il semble que les libéraux aient carrément renoncé à proposer une **réforme électorale** à temps pour les prochaines élections fédérales. En décembre dernier, le comité parlementaire spécial sur la réforme électorale a recommandé un processus qui permettrait de passer à un système de représentation proportionnelle. Le 31 mai, le NPD a présenté le rapport du comité pour un vote à la Chambre des communes, mettant au défi les libéraux de tenir leur promesse électorale. Malheureusement, seuls deux députés libéraux ont voté en faveur du rapport du comité et 159 ont voté contre.

Après plus de 12 ans de revendications de la part de la communauté trans et de ses alliés, ainsi que de nombreuses tentatives par les députés néo-démocrates pour présenter une loi qui enchâsserait ces droits et protections, le **projet de loi C-16** a finalement été adopté. La loi C-16 inclut l'identité et l'expression de genre dans la Loi canadienne sur les droits de la personne et dans le Code criminel.

## **Congrès national**

Les préparatifs pour le 28<sup>e</sup> congrès national du SCFP sont bien amorcés. L'événement aura lieu du 2 au 6 octobre, au Palais des congrès du Toronto métropolitain. Les réunions du Conseil des secteurs auront lieu le 1<sup>er</sup> octobre.

Les sections locales et autres organismes à charte ont déjà reçu le préavis de convocation et recevront la convocation officielle au début de juillet. La date limite pour la présentation de résolutions et de modifications aux statuts est le 4 juillet. Les candidatures pour nos prix nationaux doivent aussi arriver au plus tard à cette même date.

## **Négociations collectives, grèves et lock-outs**

Il y a eu cinq conflits avec grève au cours de la période visée par le présent rapport. Avec la fin de la grève de la section locale 1600, le 13 juin était la première journée depuis le 25 juin de l'année dernière pendant laquelle il n'y avait ni grève, ni lock-out en Ontario.

PROVINCE	S. I.	EMPLOYEUR	Nbre de MEMBRES	DÉBUT DE LA GRÈVE	DURÉE (jours)
Ontario	2049	Société d'aide à l'enfance de Nipissing et Parry Sound	127	Lockoutés le 23 déc. 2016	123 jours
Québec	2500	Université Laval	1 900	8 fév. 2017	50 jours
Ontario	2073	Société canadienne de l'ouïe	227	6 mars 2017	71 jours
Ontario	1600	Zoo de Toronto	308	11 mai 2017	33 jours
Colombie-Britannique	1816	Pacific Blue Cross	601	13 mai 2017	En cours

### **Section locale 2049 – Société d'aide à l'enfance (SAE) de Nipissing et Parry Sound – Ontario**

Mis en lock-out à peine deux jours avant Noël, les membres de cette section locale de 127 membres étaient prêts à livrer la lutte contre leur employeur. Leur solidarité a permis de dénouer l'impasse et d'aller en arbitrage de différends, sur la recommandation d'un médiateur et du gouvernement provincial. La directrice administrative de l'employeur, de toute évidence très hostile aux travailleurs, a tenté de brouiller les cartes en proposant une entente de retour au travail qui aurait inclus les exigences déraisonnables de l'employeur en matière de congés de maladie.

Le protocole de retour au travail proposé par l'employeur aurait aussi éliminé la reconnaissance du syndicat, le mode de règlement des griefs et l'accès à l'arbitrage. Comme elle l'a fait tout au long de ces négociations interminables, la directrice administrative de l'agence a sous-estimé la détermination des membres à obtenir une convention collective équitable à la hauteur des services qu'ils fournissent.

La solidarité a triomphé et tous les enjeux litigieux, dont la durée de la convention, les hausses de salaire, la charge de travail, les congés annuels, les comptes-santé et les congés de maladie, seront décidés en arbitrage plus tard au cours de l'été. Le protocole de retour au travail ne contient aucune des propositions régressives de l'employeur.

## **Section locale 2500 – Université Laval – Québec**

Le Syndicat des employées et employés de l'Université Laval (SEUL) représente quelque 1 900 membres du personnel de soutien. La convention collective est arrivée à échéance en avril 2016. Les parties négociaient depuis la mi-avril 2016 et sont en conciliation depuis la fin de novembre. L'employeur exigeait d'importantes concessions.

Des journées de grève ont eu lieu à la fin de février (une demi-journée le 9 février, deux jours les 15 et 16 février, puis une grève du 21 février au 1<sup>er</sup> mars). L'employeur a demandé à la Cour supérieure d'émettre une injonction pour limiter le piquetage. Les piquets de grève qui ralentissent l'accès au campus ont été interdits.

La section locale a pu négocier un règlement en vertu duquel le régime de retraite sera restructuré selon la proposition du syndicat, sans perte de prestations pour les retraités. Les membres ont obtenu des augmentations de salaire de 1,5 %, 1,75 % et 2 % sur trois ans. Ils ont aussi une nouvelle assurance-médicaments pour les employés temporaires, selon un partage des coûts à 50/50.

## **Section locale 2073 – Société canadienne de l'ouïe (SCO) – Ontario**

En Ontario, 227 travailleuses et travailleurs de la Société canadienne de l'ouïe (SCO) sont rentrés au travail après une grève provinciale de 71 jours, commencée le 6 mars. Par leur force et leur détermination, ils ont pu obtenir une convention équitable qui respecte la valeur de leur travail et leur permet de rentrer au travail la tête haute afin de fournir des services de qualité.

L'enjeu principal était les congés de maladie, mais les travailleuses et travailleurs étaient aussi privés de hausses salariales depuis quatre ans. La nouvelle convention prévoit des augmentations pour chacune des cinq années du contrat, ainsi qu'une modeste bonification de la pension. Mais surtout, le régime de congés de maladie est remplacé par un meilleur système.

L'employeur a tenté d'imposer à la section locale un régime de congés de maladie de piètre qualité, inacceptable pour un milieu de travail syndiqué depuis 40 ans. Sur ce point, la section locale a gagné.

## **Section locale 1600 – Zoo de Toronto – Ontario**

Les membres de la section locale 1600 ont été forcés d'ériger des piquets de grève lorsque leur employeur a proposé d'éliminer dans la convention collective une clause de plancher d'emploi obtenue par la section locale après une grève menée il y a 21 ans. L'employeur a aussi essayé de s'en prendre à la solide clause contre la sous-traitance qui profite aux 308 membres.

Après 33 jours aux piquets de grève, les membres ont obtenu une convention collective qui conserve leur plancher d'emploi. Même si l'employeur a obtenu une modification de la clause de sous-traitance, la section locale 1600 a rejeté une proposition de disparité de traitement. En retour, les membres ont obtenu de bonnes dispositions sur les mises à pied et le redéploiement, les meilleures des conventions collectives de la Ville de Toronto. La convention, d'une durée de quatre ans, prévoit des hausses salariales de 1,25 % pour chaque année, ainsi qu'une bonification des prestations de santé.

### **Section locale 1816 – Pacific Blue Cross – Colombie-Britannique**

Les 600 membres ont entrepris des moyens de pression au travail sous forme de grève du zèle, de boycott d'heures supplémentaires et de séances d'étude en petits groupes pour essayer d'obtenir un règlement avant de devoir déclencher une grève complète.

L'employeur s'entête à exiger des concessions dans les avantages sociaux des retraités, les soins de santé complémentaires (incluant les médicaments d'ordonnance), les traitements paramédicaux et les soins dentaires. Si les concessions ne sont pas retirées de la table, la section locale déclenchera la grève à la mi-juin.

### **Rapport sur le recrutement**

Les dirigeants, les militants et le personnel du SCFP ont été très occupés pendant la période du 1<sup>er</sup> mars 2016 au 31 mai 2017.

Les mesures législatives du Québec ont forcé la restructuration du secteur de la santé et des services sociaux où des votes de représentation se sont terminés en mars. Pour le SCFP, qui était désavantagé dans la majorité des votes tenus, nous avons quand même pu augmenter le nombre de nos membres d'environ 3 500 et en avons protégé 5 200 autres. Nous avons vu environ 8 500 membres quitter le SCFP, mais avons gagné au delà de 12 100 nouveaux membres. Nous faisons face à des embûches extrêmement difficiles. Quoique nous soyons tristes de voir un si grand nombre de membres partir, nous sommes également contents d'en accueillir davantage. Félicitations et merci à tous ceux qui ont travaillé si fort l'an dernier dans cette campagne.

Ailleurs au pays, nous avons organisé 216 membres dans le secteur des soins de santé, 70 dans les services sociaux, 51 dans les écoles (maternelle à la 12<sup>e</sup> année), 58 membres dans les transports ainsi que 235 membres employés de municipalités. Nous souhaitons la bienvenue dans la famille du SCFP à tous nos nouveaux membres.

Nous participons à l'heure actuelle à 37 campagnes actives qui, si elles sont fructueuses, se traduiront par l'ajout de 2 854 nouveaux membres au SCFP. Aux diverses commissions des relations de travail au pays, nous avons 12 projets représentant 580 nouveaux membres en attente de la tenue d'un vote d'accréditation. Nous ne connaissons pas le nombre de membres avant de comparaître devant la

Commission, car il y a trois employeurs et de nombreux syndicats concernés dans l'une des restructurations. Nous avons également 10 unités de négociation représentant 922 membres qui font face à une menace de maraudage ou de désaccréditation.

On compte huit projets de restructuration législative qui toucheront pas moins de 7 800 membres du SCFP. Les travailleurs du secteur des soins de santé de la Saskatchewan et membres du SCFP, 14 000 au total, se préparent à un scrutin potentiel très prochainement au moment où le gouvernement s'apprête à restructurer et à réaligner les services hospitaliers.

Nous avons mis fin à neuf campagnes qui représentaient 647 nouveaux membres potentiels. Le manque d'intérêt était à l'origine de la cessation.

## **Le point sur les régions et les divisions de services**

### **ATLANTIQUE**

#### **Terre-Neuve-et-Labrador**

Le SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador a tenu son congrès à Corner Brook au début de mai. Les délégués et des membres du public se sont rassemblés dans le cadre d'une assemblée publique organisée par Common Front NL. Le forum portait sur la proposition du gouvernement Ball qui veut privatiser un établissement de soins de longue durée et un hôpital à Corner Brook par la mise en place d'un partenariat public-privé. Ensemble, les membres du SCFP et les résidents de Corner Brook peuvent protéger les personnes âgées et les patients et garder leurs établissements publics. Le SCFP-T.N.L. veut descendre dans la rue, faire du porte à porte et se rendre aux bureaux des députés pour faire reculer le gouvernement Ball sur cet enjeu.

Le rapport très attendu d'Ernst and Young sur l'examen des services de bibliothèques a enfin été présenté le 18 mai. Le document reconnaît que le financement et la dotation en personnel sont insuffisants après des années de laisser aller de la part des gouvernements successifs. Mais il ne prévoit pas de rôle pour les membres de la section locale 2329 dans le prochain processus décisionnel sur l'avenir du financement, en plus de ne contenir aucune recommandation spécifique sur les fermetures de bibliothèques. Il propose plutôt de vagues observations sur la mise en place de paramètres pour décider quelles bibliothèques doivent fermer ou être fusionnées. Les membres du SCFP doivent attendre encore avant de connaître le sort qui sera réservé à leurs emplois.

Quant aux négociations dans le secteur public, le SCFP est présentement en conciliation à la Commission des relations de travail. Encore une fois, le ministre des Finances a commenté la situation dans les médias, ce qui a accru la confusion au sujet du processus de négociation.

## **Nouvelle-Écosse**

Les Néo-Écossais sont allés aux urnes le 30 mai, pendant que le SCFP-Nouvelle-Écosse tenait son congrès. Malgré la réélection des libéraux de McNeil, qui ont déposé plusieurs projets de loi antisyndicaux et imposé une loi de retour au travail aux enseignantes et enseignants au début de 2017, les élections en Nouvelle-Écosse ont eu un côté positif. Deux consœurs du SCFP ont été élues : Sue LeBlanc sera députée de Dartmouth North et Tammy Martin sera celle de Cape Breton Centre. Le chef du NPD, Gary Burrill, qui n'avait pas de siège à la dissolution de l'assemblée, a défait le député libéral dans Halifax Chebucto.

Cette année, le congrès du SCFP-Nouvelle-Écosse a eu lieu à Truro, à la fin de mai. L'un des faits saillants de la rencontre a été le lunch de travail et de discussion organisé par le comité des femmes pour discuter de diversité au syndicat et au travail.

Encore une fois ce printemps, les mesures d'austérité imposées par le gouvernement libéral ont eu des effets dévastateurs sur les services publics de la province. Des mises à pied ont été annoncées au conseil scolaire régional de Cape Breton-Victoria en même temps que les membres du conseil votaient en faveur d'une hausse de leurs propres salaires. Dans la foulée des élections provinciales, le SCFP-Nouvelle-Écosse poursuit sa mobilisation avec des partenaires de coalition pour mettre en garde le public contre le programme d'austérité et de privatisation des libéraux.

## **MARITIMES**

### **Nouveau-Brunswick**

La section locale 1188, qui représente les employées et employés de la Ville de Sackville, a livré une bonne lutte contre les concessions exigées au chapitre de l'ancienneté et une disparité de traitement proposée par l'employeur. Menacés de lock-out, les membres se sont tournés vers le public et le comité d'action régional pour obtenir du soutien. La mobilisation et l'appui d'autres sections locales et militants du SCFP ont aidé les membres de la section locale 1188 à retourner à la table de négociation et à obtenir un règlement sans concession sur les droits d'ancienneté.

Au congrès de la division d'avril, les délégués ont célébré le 25<sup>e</sup> anniversaire de la grève générale de 1992 au Nouveau-Brunswick. Cette année-là, le gouvernement de Frank McKenna avait tenté de rouvrir des conventions signées avec de grandes sections locales du SCFP. Une grève illégale de huit jours déclenchée par les membres du SCFP à l'échelle de la province l'avait obligé à reculer et à respecter les conventions collectives signées. Les délégués ont été ravis d'écouter des dirigeants syndicaux raconter leurs souvenirs personnels de cette victoire durement acquise.

Les délégués ont aussi participé à une manifestation contre la privatisation devant l'assemblée législative de Fredericton. La privatisation est un enjeu important dans le secteur de la santé. En effet, le gouvernement Gallant veut privatiser les services dans



les hôpitaux des réseaux Vitalité et Horizon. La section locale 1252 a organisé un sommet sur les soins de santé publics pour lutter contre la privatisation et la sous-traitance et a invité les citoyens à joindre leurs voix à celles de professionnels de la santé, d'économistes et de dirigeants syndicaux qui dénoncent le projet d'entente avec Sodexo dans le secteur de la santé.

## **Île-du-Prince-Édouard**

Le SCFP-Î.-P.-É. a tenu son congrès dans la magnifique ville de Brudenell River cette année. Les délégués ont pu discuter des attaques contre les régimes de retraite à prestations déterminées et de la riposte entreprise à l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard, où les syndicats ont résisté aux concessions exigées au chapitre des régimes de retraite en faisant preuve d'une solidarité sans précédent. Les membres ont aussi parlé des prochaines étapes sur la scène politique provinciale, après que le gouvernement libéral eut annoncé qu'il ne donnerait pas suite à la réforme électorale, même si les électeurs avaient exprimé leur approbation dans le référendum sur la représentation proportionnelle tenu à l'automne.

## **Québec**

Pendant que nous rédigeons le rapport de mars, nous attendions les résultats du vote d'allégeance dans le secteur de la santé du Québec. Notre patience a été récompensée, car le SCFP a attiré une vague sans précédent d'appuis. Au départ, le SCFP comptait un peu plus de 14 000 membres et, à la fin, il en avait près de 18 000. De tous les syndicats qui ont participé, le SCFP a été le seul à recevoir plus de votes que le nombre de membres qu'il avait au début de la campagne.

Cette grande campagne a gardé nos militants et notre personnel du Québec occupés tout l'hiver. Les sections locales d'autres secteurs ont aussi joué un rôle clé dans l'obtention de cette victoire et tous méritent nos remerciements les plus sincères.

Les autres bonnes nouvelles qui viennent du Québec sont le règlement du conflit de travail à l'Université Laval, où la section locale 2500 était en grève surtout contre les exigences de réorganisation de son régime de retraite. Bravo pour l'excellente convention obtenue par notre syndicat, ratifiée par 93 % des membres!

En pleines célébrations du 375<sup>e</sup> anniversaire de Montréal, les cols blancs, membres de la section locale 429, ont entrepris une grande campagne pour dénoncer le non-respect de leur convention collective par l'employeur. L'enjeu principal? La Ville refuse de mettre en œuvre les horaires flexibles négociés pour presque 3 500 membres, en majorité des femmes, qui sont ainsi privées de mesures d'accommodement pourtant dûment négociées. Ce refus a eu d'importantes répercussions sur leur capacité à assurer l'équilibre travail-famille, notamment pour celles qui doivent s'occuper de membres de leur famille et d'autres qui ont des besoins médicaux spéciaux.

Enfin, le SCFP a participé à la commission parlementaire pour dénoncer le PPP dans la réalisation du projet de Réseau électrique métropolitain (REM). Ce projet de transport en commun public qui utilise des trains électriques ouvre la porte à la privatisation avec son modèle de financement qui a inspiré la création de la banque d'infrastructure du gouvernement fédéral.

Le congrès biennal du SCFP-Québec a attiré plus de 700 délégués à Québec à la mi-mai. Parmi les nombreux enjeux discutés, il y avait les excès des radios populistes de Québec qui propagent les préjugés et les discours haineux, alimentent un climat de peur et influencent les élus. Les délégués ont aussi échangé sur la sous-représentation des femmes en politique, ainsi que sur la gouvernance des syndicats.

## **Ontario**

Au nom des travailleuses et travailleurs de l'éducation de l'Ontario, j'ai récemment nommé les fiduciaires de la Fiducie d'avantages sociaux des travailleuses et travailleurs de l'éducation du Syndicat canadien de la fonction publique : Bill Campbell – section locale 977, Jim Glavan – section locale 2544, Terri Preston – présidente du CCCSO et section locale 4400, Dan Crow – Service de la recherche du SCFP, et Gary Goddard – fiduciaire expert. Une bonne partie du travail nécessaire pour démarrer la Fiducie est terminé et celle-ci devrait entrer en vigueur très prochainement.

Les libéraux de l'Ontario ont annoncé un nombre incroyable de nouveaux projets qui auront des effets sur les membres du SCFP, car ils veulent obtenir le soutien politique de l'électorat et atténuer les conséquences négatives de leur mauvais plan de privatisation d'Hydro. Certains projets visent la mise en œuvre de lois déjà approuvées tandis que d'autres n'ont pas encore été enchâssés dans une loi.

Depuis plus d'une décennie, 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) sont responsables de la planification et du financement des hôpitaux, des établissements de soins de longue durée et des services de santé mentale et de toxicomanie. Contrairement aux régies régionales de la santé des autres provinces, les RLISS ne fournissent pas directement ces services. Ils n'emploient donc pas de travailleuses et travailleurs d'hôpitaux, d'établissements de SLD ou d'autres qui fournissent directement des soins de santé. Avec l'adoption l'an dernier du projet de loi 41 (*la Loi de 2016 donnant la priorité aux patients*), les RLISS sont désormais aussi responsables de la planification et du financement des soins à domicile, du placement en SLD et des soins primaires. Ils se coordonneront aussi avec les unités de santé publique. Auparavant, la planification et le financement des soins à domicile incombaient aux 14 centres d'accès aux soins communautaires (CASC) dont les limites géographiques sont identiques à celles des RLISS. Après ces réformes, les CASC fusionneront avec les RLISS, un processus qui devrait être terminé sous peu.

Les libéraux ont annoncé des plans de restructuration du système ambulancier qui redirigera certains patients dont les besoins sont moins urgents ailleurs que dans les salles d'urgence. Le plan devrait être mis en place d'ici mars 2018. La première ministre

Kathleen Wynne a pris le temps d'assister à la conférence annuelle de l'Association des pompiers professionnels de l'Ontario (OPFFA), où elle a annoncé un projet de deux sites d'essai pour des pompiers-infirmiers. La mesure ressemble à une faveur en retour du soutien de l'OPFFA aux dernières élections. Ces plans n'amélioreront ni les temps de réponse, ni les soins aux patients. Ce qu'il faut vraiment, c'est augmenter le nombre d'ambulanciers para-médicaux sur le terrain.

Le projet du gouvernement sur « l'évolution des milieux de travail » est une bonne chose, notamment le passage à un salaire minimum à 15 \$. Toutefois, les changements proposés ne règlent pas le déséquilibre entre employeurs et employés. Nous n'avons pas obtenu la très attendue accréditation basée sur des cartes pour tous les travailleurs, car elle sera limitée à trois secteurs seulement. Des centaines de milliers de travailleurs auront toujours de la difficulté à se syndiquer.

C'est dans ce climat que la division de l'Ontario a tenu son congrès annuel. Les délégués ont discuté et approuvé de nombreuses résolutions et modifications aux statuts. Ils ont écouté des conférencières et conférenciers parler de sujets d'intérêt et pertinents pour les travailleuses et travailleurs d'aujourd'hui et ils ont approuvé un ambitieux plan d'action qui guidera le travail de la division pour la prochaine année.

## **Manitoba**

En mars, le gouvernement Pallister a présenté deux projets de loi qui s'attaquent directement au mouvement syndical manitobain. Au début de juin, le gouvernement a fait adopter les deux projets de loi à l'assemblée législative le dernier jour de la session – même si on ne sait pas exactement quand le gouvernement compte appliquer les lois.

Le projet de loi 28 porte sur le contrôle des salaires. Il établit les taux de rémunération du secteur public pour les quatre prochaines années. Même si la loi n'a pas encore été promulguée, elle a déjà eu les effets escomptés car les employeurs déposent maintenant leurs propositions salariales en fonction de la loi. Le SCFP a formé une coalition avec d'autres syndicats, appelée le Partenariat de défense des services publics, pour contester la loi devant les tribunaux.

Le projet de loi 29 établit un processus pour la fusion des différentes conventions collectives et unités de négociation du secteur de la santé en sept conventions basées sur la classification. Même si le mouvement syndical a proposé la création d'un conseil des syndicats, le gouvernement semble déterminé à imposer des votes d'allégeance. En attendant la tenue de ces votes, nos sections locales du secteur de la santé de Winnipeg sont en train de fusionner en une seule section locale.

On craint que la prochaine cible du gouvernement soit le secteur de l'éducation.

Nos membres du Manitoba vivent des moments difficiles, mais je sais que le président nouvellement élu du SCFP-Manitoba saura relever le défi. Je remercie la consœur Kelly Moist pour les années qu'elle a consacrées à ce rôle et je souhaite la bienvenue au confrère Terry Egan à titre de nouveau président de la division.

## **Saskatchewan**

Le budget provincial, publié le 22 mars, a été particulièrement dur et répressif. Les bibliothèques publiques, les divisions scolaires, les municipalités et les établissements d'enseignement postsecondaire ont tous été frappés par d'importantes compressions. Le gouvernement a annoncé l'élimination de la Saskatchewan Transportation Company, un service d'autobus public desservant les régions rurales. Il a aussi mis fin à la pratique de longue date du remboursement des services funéraires pour les personnes bénéficiant de l'aide au revenu. Ces réductions de financement et de services ont été accompagnées d'une hausse de 1 % de la taxe de vente provinciale.

Le budget semble avoir été la goutte qui a fait déborder le vase pour beaucoup de gens en Saskatchewan. Les manifestations et les rassemblements sont devenus habituels. Et même s'il a reculé sur quelques éléments – il a notamment restauré le financement des bibliothèques publiques – le gouvernement du Saskatchewan Party est en chute libre dans les sondages.

Bien que le gouvernement semble avoir renoncé à la fusion des divisions scolaires, il avance à toute vapeur dans la création d'une seule régie provinciale de la santé. Nos sections locales de la santé s'attendent à de très difficiles négociations. En même temps, elles se préparent à former une seule section locale provinciale en prévision des votes de représentation, avec une nouvelle direction. En effet, le président de longue date du Conseil de la santé, Gordon Campbell, a pris sa retraite en mai. Je lui souhaite bonne chance et je félicite la consœur Sandra Seitz qui entreprend ce nouveau rôle.

## **Alberta**

Le SCFP-Alberta défend vigoureusement l'éducation publique et il a joint ses forces à celles de Progress Alberta. La coalition vise l'élimination graduelle du financement public des écoles privées et la réallocation des fonds au renforcement du système public, catholique et francophone. La proposition de la coalition prévoit la disparition du financement en trois ans et veut utiliser les fonds pour réduire la taille des classes et les frais de scolarité et augmenter le personnel et les ressources pour faire face à la complexité croissante des problèmes dans les salles de classe de l'Alberta.

Entre-temps, le gouvernement Notley a terminé une session législative intense au début de juin. Les projets incluaient une meilleure protection pour les lanceurs d'alerte, la diminution des frais de scolarité pour le matériel d'instruction et le transport en autobus et les révisions longtemps attendues aux lois sur le travail et l'emploi. Bien que les changements apportés au code du travail n'aient pas été aussi robustes que nous l'aurions souhaité, des progrès ont été réalisés en matière d'accréditation et d'arbitrage de première convention collective. Quant aux normes du travail, le gouvernement a accru les protections et l'accès aux congés pour les employés, en plus de renforcer les droits des jeunes en emploi.

## Colombie-Britannique

Le 54<sup>e</sup> congrès annuel du SCFP-C.-B. s'est tenu à Victoria. Les délégués ont élu un nouveau conseil exécutif (qui comprend deux nouvelles vice-présidences de la diversité), approuvé un plan d'action de deux ans et adopté des résolutions qui guideront les activités et les priorités du syndicat au cours des deux prochaines années.

Cindy McQueen, Tanya Paterson, Karen Ranalletta et Michelle Waite ont été élues vice-présidentes générales. Les délégués ont aussi élu quatre vice-présidentes et vice-présidents de la diversité (VPD), dont deux sont de nouveaux postes au conseil exécutif :

- VPD, travailleuses et travailleurs autochtones : Debra Merrier (VPD suppléante Danica Hansen-Hughes);
- VPD, personnes handicapées : Frank Lee (VPD suppléante Sunera Samarakoon);
- VPD, triangle rose : Kathy McMahan (VPD suppléant Dean Coates);
- VPD, travailleuses et travailleurs de couleur : Michelle Alexander (VPD suppléante Drew Parris).

Les délégués en caucus ont aussi élu 10 vice-présidentes et vice-présidents régionaux et leurs suppléantes et suppléants.

Les résultats préliminaires d'un sondage mené auprès de concierges membres du SCFP de toute la province indiquent qu'un nombre étonnant d'entre eux – 55,4 % – n'arrivent pas à entretenir les écoles selon leurs propres attentes pour assurer la santé, la sécurité et la propreté de leur environnement scolaire.

De nombreux concierges scolaires ont décrit en détail la dégradation des normes de nettoyage due aux compressions constantes dans l'éducation publique. Par exemple, ils disent ne pas avoir assez de temps pour terminer leur travail (47,6 %); devoir couvrir plus de pieds carrés en moins de temps (57,5 % / 50 %); et être mal remplacés ou que le travail est insuffisant lorsqu'ils doivent s'absenter (83,3 %). En outre, plus de la moitié des répondants affirment avoir subi des blessures et des maladies dues au stress.

Fait encore plus étonnant, 72,4 % signalent qu'une partie du nettoyage n'est tout simplement pas fait à cause d'une charge de travail accrue ou non réaliste. De nombreux concierges disent faire du travail non rémunéré parce qu'ils trouvent personnellement important que les écoles soient propres.

Le SCFP-C.-B., le comité des bibliothèques du SCFP-C.-B. et de nombreux travailleurs et travailleuses des bibliothèques membres du SCFP de toute la province ont participé encore une fois cette année à la conférence annuelle de l'Association des bibliothèques de la C.-B. (BCLA). Le comité des bibliothèques du SCFP-C.-B. avait aussi un kiosque au salon commercial, une excellente façon de créer des liens, de rencontrer d'autres travailleuses et travailleurs de bibliothèques et de discuter avec des gestionnaires et des fiduciaires.

À la conférence, le SCFP-C.-B. a aussi animé un excellent atelier auquel ont assisté plus de 150 délégués. Intitulé « Une valeur qui ne se limite pas aux murs », l'atelier invitait les délégués de la BCLA à voir plus loin que les mesures quantitatives et à trouver de nouvelles façons d'évaluer l'impact social des services de bibliothèques dans les collectivités.

Comme d'habitude, le climat politique de la province est inhabituel et imprévisible. Même s'il y a eu des élections le 9 mai, nous pourrions ne pas savoir qui formera le gouvernement avant juillet.

Le soir des élections, les libéraux avaient 43 sièges, les néo-démocrates 41 et le Parti vert trois. Avec une assemblée législative de 87 sièges, personne ne détenait la majorité. Jusqu'à 10 % des bulletins n'avaient pas encore été comptés et plusieurs courses étaient très serrées. Tout le monde attendait donc le résultat final du dernier décompte, qui a eu lieu du 22 au 24 mai. Les résultats sont restés les mêmes.

Depuis, le NPD-C.-B. et les verts ont signé une entente en vertu de laquelle les trois députés verts appuieront un gouvernement néo-démocrate pour la durée du mandat. Mais la leader libérale Christy Clark a convoqué une session législative et tente de gouverner. On s'attend à ce qu'elle perde un vote de confiance à la fin de juin, auquel cas le NPD-C.-B. sera invité à former le gouvernement.

Je félicite nos membres et notre personnel de la Colombie-Britannique qui ont consacré tant de passion et d'énergie à ces élections – ceux et celles qui ont travaillé ou ont été bénévoles dans les campagnes et en particulier les huit consœurs du SCFP qui ont été candidates : Lisa Beare, Judy Darcy, Natalie Fletcher, Stephanie Goudie, Sylvia Lindgren, Barb Nederpel, Tracey O'Hara et Rachna Singh. Félicitations à la consœur Lisa, la consœur Judy et la consœur Rachna qui ont tous réussi.

## **Transport aérien**

Au début d'avril, le SCFP a présenté au comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités de la Chambre des communes un mémoire qui révélait que les règles qui permettent aux compagnies aériennes de réduire le nombre de membres d'équipage en cabine ont été mises en œuvre par les conservateurs malgré un avis clair exprimé par les experts de Transports Canada.

Une décision intégrale de Transports Canada sur les exigences relatives aux agents de bord, qui proposait un ratio de 1:50, concluait ce qui suit : « Les arguments et les problèmes présentés par ceux qui s'opposent à cette mesure sont convaincants et montrent que la réduction du nombre de membres d'équipage cabine peut avoir un effet négatif sur la sécurité et ne l'améliorera certainement pas. »

Dans sa correspondance sur la question, la chef de la sécurité cabine de Transports Canada à l'époque faisait remarquer que si « le ratio est remplacé par la règle en vigueur aux États-Unis, il y aura des répercussions certaines; les normes de sécurité baisseront et le changement deviendra plus évident à mesure que la taille de l'aéronef augmentera ». Elle ajoutait qu'elle avait été persuadée par les faits, les études sur la sécurité et la recherche : « Nous avons la norme de sécurité la plus élevée (1:40) et nous devrions la conserver. »

Si les libéraux ne sont pas prêts à renoncer immédiatement au ratio de 1:50, ils devraient au moins respecter leur promesse électorale et tenir des consultations adéquates avec les intervenants et les experts.

### **Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH)**

Sous le thème « Rising Together: Roots, Struggle, Strength » (Debout ensemble : les racines, la lutte, la force), plus de 120 membres du SEH se sont réunis à Vancouver plus tôt ce mois-ci dans le cadre de leur conférence sur l'équité de 2017. Les membres ont fait le point sur le programme d'équité du SEH et sur l'examen mené par l'experte-conseil Natasha Aruliah. Les importantes différences entre équité, égalité et libération, et les raisons pour lesquelles on ne peut pas assurer la justice économique sans la justice raciale et la justice de genre, ont été discutées.

Plusieurs conférencières et conférenciers ont pris la parole sur les enjeux d'équité, dont Angela White et Adeline Brown de la Indian Residential School Survivors Society, le Dr CJ Rowe de Qmunity, Yuly Chan de Chinatown Action Group, Carol Arnold de la Fédération des enseignantes et enseignants de la C.-B., B. Carissa Ropponen de WAVAW, Byron Cruz de Sanctuary Health, Jane Dyson de Disability Alliance BC, et Jane Ordinario de Migrante BC.

Les délégués ont élu quatre membres et quatre suppléants à chacun des cinq comités permanents sur l'équité du syndicat – triangle rose (LGBTQ+), peuples autochtones, femmes, diversité ethnique et personnes handicapées. Les trois autres membres et trois suppléants de chaque comité seront choisis bientôt par un processus de sélection.

### **In memoriam et notes personnelles**

#### **Messages de condoléances**

J'offre mes sincères condoléances aux familles des membres, employés et retraités du SCFP qui sont décédés ou qui ont perdu un être cher au cours de la période visée par le présent rapport.

## Membres

- Judy Lavallee Membre de la section locale 1550 – Manitoba
- Lisa Langridge Membre de la section locale 148 – Ontario
- Ron Bodenham Membre de la section locale 504 – Ontario
- Diana Chicoine Membre de la section locale 416 – Ontario
- John Dillon Membre de la section locale 4557 – Ontario
- Heather Williams-Patterson Membre de la section locale 7575 – Ontario
- Susan Scollen Membre de la section locale 1858 – Colombie-Britannique
- Michael Webb Membre de la section locale 30 – Alberta
- Greg Friesen Membre de la section locale 30 – Alberta

## Membre du personnel à la retraite

- Clarence Lacombe Conseiller syndical – bureau de Red Deer – Alberta

## Conclusion

Je vous souhaite à toutes et tous un bon été. Bien sûr, notre travail se poursuit pendant la période estivale, mais j'espère que vous pourrez passer du temps avec votre famille et vos amis. J'ai hâte de vous voir aux diverses activités tout au long de l'été, ainsi qu'à notre congrès national à Toronto la première semaine d'octobre.

En toute solidarité,

Le président national,



MARK HANCOCK

:fb/sec